

Le Temps (SUI) - ch		Print	
Médientyp:	Tageszeitung	Gedr. Auflage:	45883
Erscheinungsdatum:	24.02.2010	Verk. Auflage:	N/A
Seite:	18	Verbr. Auflage:	N/A
		Reichweite:	188000

Les invités

Le système bancaire a besoin d'entrepreneurs

Christian Angermayer*

Le paysage bancaire suisse n'est évoqué actuellement que pour deux aspects: la taille dangereuse du secteur de la finance par rapport à l'ensemble de l'économie et les coups de sappe insidieux portés au secret bancaire. Les Allemands et les Suisses eux-mêmes causent ainsi du tort aux banques helvétiques. En effet, un élément primordial du paysage bancaire suisse risque d'être oublié dans la discussion générale: la longue tradition de banques privées dirigées par leurs propriétaires. Le modèle du banquier entrepreneur peut justement nous donner des conseils précieux à ce sujet sur la manière de trouver la voie pour sortir de la crise structurelle profonde de notre système financier.

Les banques et prestataires de services financiers dirigés par leurs propriétaires ne jouent presque plus de rôle dans le concert mondial

De nouvelles impulsions sont d'abord venues il y a quelques semaines du président des Etats-Unis Obama. Beaucoup jugent ses plans plutôt radicaux; et pourtant ils vont à mon avis dans le bon sens: recentrer les prestataires de services financiers sur leurs clients et leur cœur de métier. Pour que l'Etat redevienne responsable de la branche financière elle-même. Lors du Forum économique mondial de Davos – également une institution suisse – les projets d'Obama ont conquis des partisans de premier plan comme l'économiste vedette Nouriel Roubini ou le président français Nicolas Sarkozy.

Car c'est là que réside le risque principal. Si l'on se limite maintenant à une lutte contre quelques-uns des symptômes, sans s'attaquer aux problèmes structurels sous-jacents, ou si l'on réagit de manière excessive en jetant le bébé avec l'eau du bain, soit une nouvelle crise grave éclatera tôt ou tard, soit l'économie mondiale ne se rétablira pas et sombrera dans une récession de plusieurs années.

Il faut clarifier la situation à l'égard des banques et des prestataires de services financiers. Une société financière ne contribue pas à la création de valeur véritable au sens économique réel, elle ne produit rien, ne fournit rien, n'invente rien. La mission clé de tout prestataire de services financiers dans l'inter-

action économique est plutôt de mettre en contact l'offre et la demande de capital de diverses manières. Ni plus, ni moins. Le secteur financier est pour ainsi dire le catalyseur de l'économie réelle.

L'idée, de plus en plus répandue ces dernières années, que les produits financiers eux-mêmes seraient créateurs de valeur et qu'ils pourraient pour ainsi dire produire à partir d'eux-mêmes un rendement, à la manière d'un mouvement perpétuel, est dangereuse. Elle est tout simplement fautive. Derrière chaque produit financier à la présentation encore si complexe se trouve toujours en fin de compte un actif de l'économie réelle – et seule l'évolution positive ou négative de celui-ci détermine au final le rendement.

Au bout du compte, tout l'argent que les établissements financiers rassemblent dans le monde entier via de nombreux véhicules, parfois simples (assurance vie, fonds de placement), parfois complexes (produits structurés), aboutit dans le monde réel et est donc lié à l'évolution réelle de la valeur des biens et à l'entreprise qui les produit. Le risque systémique né de cette interférence est que cela déclenche et

justifie un appel au contrôle, aux coupes sombres et à la responsabilité.

La deuxième cause des problèmes actuels tient à mon avis au fait que les banques et prestataires de services financiers dirigés par leurs propriétaires ne jouent presque plus de rôle dans le concert mondial. Depuis la fin du XIXe siècle, les entreprises familiales du secteur bancaire ont été marginalisées ou ont vu leur part de marché sensiblement se réduire, en partie par leur propre faute en raison d'un manque d'investissement.

En Suisse, il a toujours existé et il existe encore une plus grande diversité de petites banques indépendantes et innovantes qu'en Allemagne et pourtant, elles ont continuellement perdu des parts de marché vis-à-vis d'UBS et Credit Suisse. On voudrait faire croire que seuls de grands établissements cotés en bourse sont à la hauteur pour cette activité et les risques qui en découlent. Je pense au contraire que c'est uniquement lorsque rendements et risques reforment un tout cohérent que l'on prend les décisions les plus pertinentes et les plus durables.

Le problème abondamment discuté des bonus – qui certes n'est certainement pas la cause de la crise mais explique les émotions négatives et les réserves des secteurs non



*PDG du groupe d'entreprises Angermayer, Brumm & Lange et membre du Comité consultatif des entreprises mondiales de croissance du Forum économique mondial

bancaires, des politiques et surtout du grand public vis-à-vis des établissements financiers – aurait au moins été fortement atténué s'il y avait une plus grande proportion d'entrepreneurs dans le secteur financier:

L'entrepreneur répugne absolument à recevoir des paiements élevés – ou à en octroyer à d'autres – sans qu'en contrepartie le destinataire supporte le risque correspondant, fournisse une prestation mesurable et que des bénéfices durables soient obtenus à la fin. Pour citer à nouveau Sarkozy: «Les salaires exagérés et la séparation du profit et du risque ne sont plus acceptés par la population mondiale.»

Même si l'affaire Oppenheim, en Allemagne, peut distraire notre attention – ce sont les banques dirigées par des entrepreneurs ou les banques dont les actionnaires majoritaires étaient des entrepreneurs qui ont autrefois financé l'industrialisation européenne, en partenariat avec l'industrie et en visant des objectifs à long terme. Et ce sont aussi celles qui ont le moins perdu dans la crise aujourd'hui.

Bien sûr, nous avons besoin de grands établissements internationaux qui peuvent supporter les risques mondiaux mais nous

n'avons pas non plus besoin uniquement de ceux-ci. Les politiques, les autorités de surveillance et surtout la branche elle-même doivent par conséquent accorder à nouveau une plus grande attention à l'entrepreneuriat et à la diversité dans la finance. L'Allemagne peut apprendre de la Suisse sur ce point. La «déconsolidation» signifie par conséquent non seulement une moins grande importance dans le système pour quelques établissements mais aura également comme effet secondaire positif de renforcer l'importance des acteurs de niche – principalement des sociétés dirigées par leurs propriétaires.

Si froid qu'ait été dans un premier temps l'accueil de nombreux participants du marché aux projets d'Obama, ces derniers représentent cependant une très grande opportunité pour notre branche: le fait de placer le client au cœur de l'activité, de s'orienter en fonction de ses besoins, de prendre en compte la mission vis-à-vis de la société en plus des bénéfices individuels, a offert à long terme à chaque branche des recettes durables et une image positive. «Un entrepreneuriat plus moderne dans le secteur financier», tel est le message que l'on peut retenir de la pensée d'Obama.